

Impacts des politiques de soutien aux biocarburants et aux fertilisants en 2025

11 décembre 2014

L'OCDE a publié en novembre 2014 les résultats d'un exercice de modélisation à l'horizon 2025 regardant l'impact des politiques publiques de soutien, d'une part aux biocarburants, principalement sous forme de mandat et d'exemptions de taxe, et d'autre part aux fertilisants *via* des subventions accordées dans certains pays (Inde, Indonésie, Russie et Chine). Pour ce faire, les auteurs ont mobilisé une base de données de l'OCDE répertoriant les politiques publiques de 48 pays en lien avec ces deux secteurs, ainsi que le modèle d'équilibre général MAGNET. L'objectif était d'étudier les évolutions du revenu des agriculteurs, ainsi que les conséquences sur les prix des matières premières.

Au chapitre des conclusions, les auteurs retiennent que :

- les soutiens à la production de biocarburants sont à l'origine d'une demande supplémentaire de matières premières agricoles et d'une augmentation des revenus des agriculteurs (environ 1 % par rapport au scénario de référence, avec une approche combinant les soutiens aux biocarburants et aux fertilisants), mais ils induisent des coûts plus élevés pour les éleveurs ou les consommateurs ;
- les politiques publiques associées aux fertilisants sont à l'origine d'une augmentation des revenus agricoles dans les pays ayant des politiques de subventions, alors que l'effet est opposé ailleurs ;
- les politiques de soutien aux deux secteurs augmentent de 1 à 7 % la production globale de blé et autres céréales, d'oléagineux et de plantes sucrières ; à l'inverse, les prix du riz, blé et plantes sucrières diminuent (jusqu'à - 6 %), l'effet étant atténué pour les céréales autres que le blé et pour les oléagineux soutenus par la production de biocarburants.

Les auteurs soulignent aussi l'importance du contexte, en particulier le prix de l'énergie, dont le niveau impacte significativement les résultats : par exemple un prix bas du pétrole rend les biocarburants moins compétitifs par rapport aux carburants fossiles. Cet exercice présente plusieurs limites : le traitement imparfait de l'incertitude (données ou comportement des acteurs modélisés), l'absence d'intégration des évolutions technologiques (par exemple carburants de seconde génération), la non prise en compte de l'adaptation des stratégies des agriculteurs suite au changement des prix, etc.

Élise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Source : [OCDE](#)